

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES RESIDENTS (HABITANTS)

Date actualisation : juin 2024

Notre engagement :

Le Centre Hospitalier de la HAUTE GIRONDE est soucieux de la protection de vos données personnelles. En tant que responsables du traitement, nous veillons à assurer le meilleur niveau de protection et de confidentialité de ces données collectées dans le cadre de nos missions.

Le Centre Hospitalier de la HAUTE GIRONDE s'engage à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD¹).

Les données personnelles (ou données à caractère personnel) correspondent à toute information se rapportant directement ou indirectement à une personne identifiée ou identifiable. Les données de santé sont des données personnelles.

Les données personnelles sont recueillies tout au long de votre séjour au sein des EHPAD Paul ARDOUIN et LES TERRASSES DE BELLEROQUES, et ce dès la préadmission. Ces informations font l'objet de traitements papier ou informatisés.

Nous vous informons, ci-dessous, de la manière dont nous traitons ces données.

↘ **Catégorie de données traitées :**

Les données qui sont susceptibles d'être collectées sont :

- des données d'identification : noms et prénoms, date de naissance, sexe, adresse, numéros de téléphone, adresse électronique, numéro du dossier hospitalier, numéro de sécurité sociale (NIR), identifiant national de santé (INS), nationalité, lieu de naissance, etc. ;
- des informations sur votre situation personnelle et professionnelle : habitudes de vie, situation familiale, personnes à contacter, personne de confiance, médecin traitant, assurance maladie, mutuelles, informations d'ordre économique et financier, etc. ;
- des informations d'ordre juridique : existence de mesures de protection, etc. ;
- des données de santé et autres données sensibles : antécédents médicaux, diagnostics, résultats d'examens, imagerie, traitements, données génétiques, ethniques, vie sexuelle, vidéos et photographies, etc.

↘ **Finalités et bases légales des traitement de vos données :**

| TRAITEMENTS | FINALITES ET BASES LEGALES |
|---|---|
| Gestion de votre dossier administratif | Fournir les prestations définies dans le cadre du contrat conclu entre le résident et le CHHG La base légale de ce traitement est une mission d'intérêt public à laquelle le CHHG est investi |
| Constitution de votre dossier médical, pharmaceutique et de soins | Faciliter votre prise en charge, l'amélioration continue de nos organisations et de nos pratiques La base légale de ces traitements de données est l'obligation légale à laquelle le CHHG est soumis R.1112-7 du Code de la santé publique |
| Gestion des droits des prestations sociales (aide sociale à l'hébergement, allocation personnalisée d'autonomie, allocation de logement sociale...) | Assurer le suivi des résidents ou son représentant légal dans l'accès aux droits La base légale de ce traitement est une mission d'intérêt public |
| Elaboration d'un projet d'accompagnement personnalisé (PAP) | Permettre un accompagnement social et médico-social adapté au résident La base légale de ce traitement est une mission d'intérêt public |
| Comptabilité générale | Gestion administrative, financière et comptable de l'établissement La base légale de ces traitements de données est l'obligation légale à laquelle le CHHG est soumis décret n°2012 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique |
| Remontée d'informations aux autorités compétentes (déclaration de dysfonctionnements graves), Etablissement de statistiques, études internes et enquêtes de satisfaction | Evaluation de la qualité des activités, des prestations et des besoins à couvrir La base légale de ces traitements de données est l'obligation légale à laquelle le CHHG est soumis Article L. 232-17 du CASF prévoient la transmission au ministre en charge des personnes âgées, des données statistiques relatives au développement du dispositif de l'APA ; Article L. 345-2-4 du CASF encadrent la production de données statistiques d'activité, de suivi et de pilotage d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement |
| Gestion de l'animation | Proposer au résident des sorties et activités La base légale de ce traitement est une mission d'intérêt public à laquelle le CHHG est investi |

↘ **La durée de conservation des données traitées :**

Les données collectées sont conservées pendant une durée limitée, définie en fonction des finalités de chaque traitement de données et de la réglementation en vigueur.

Le Centre Hospitalier de la Haute Gironde respecte l'ensemble des réglementations² concernant les durées de conservation.

Les données sont traitées et conservées dans les locaux des EHPAD de Paul ARDOUIN ou des TERRASSES DE BELLEROQUES et du Centre Hospitalier de la Haute Gironde.

↳ Destinataires des données (qui peut accéder à vos données) :

Les données sont réservées aux professionnels médicaux, administratifs et techniques des EHPAD de Paul ARDOUIN ou des TERRASSES DE BELLEROQUES et du Centre Hospitalier de la Haute Gironde, tous soumis au secret professionnel, dans les limites de leurs missions.

Les professionnels des EHPAD de Paul ARDOUIN ou des TERRASSES DE BELLEROQUES et du CHHG peuvent être amenés à échanger certaines données avec d'autres professionnels ou structures de santé dans des cas spécifiques prévus par les lois et règlements et lorsqu'il en va de l'intérêt des résidents.

En application de la réglementation en vigueur, certaines informations peuvent être transmises à d'autres personnes et organismes, y compris concernant le dossier médical, notamment quand il s'agit pour le CHHG d'une obligation de transmission à certaines autorités (institution judiciaire, Trésor public, agences régionales de santé, organismes d'assurance maladie obligatoire et complémentaire, ministère chargé de la santé, commissaires aux comptes...).

Vos données peuvent être transmises à des prestataires de services et sous-traitants réalisant des prestations pour le Centre Hospitalier de la Haute Gironde, dans le respect du RGPD et dans les limites des contrats de sous-traitance.

Le Centre Hospitalier de la Haute Gironde n'utilise pas les données personnelles traitées à des fins commerciales ou de marketing.

↳ Sécurité des données

Le Centre Hospitalier de la Haute Gironde met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles de façon à garantir la sécurité des données personnelles et les protéger contre les risques d'accès illégitime, de modification non désirée ou de disparition.

Les professionnels des EHPAD de Paul ARDOUIN ou des TERRASSES DE BELLEROQUES et du Centre Hospitalier de la Haute Gironde sont sensibilisés à la confidentialité des données qu'ils traitent par des campagnes régulières d'information.

↳ Droits des personnes

En application du RGPD et de la Loi Informatique et Liberté, vous disposez des droits suivants :

- **Accès et rectification** : vous pouvez accéder aux données qui vous concernent et en obtenir la rectification si elles sont erronées
- **Opposition** : vous pouvez vous opposer à certains traitements de données vous concernant
- **Retrait du consentement** pour les traitements de données fondés sur cette base légale
- **Effacement de certaines données** vous concernant sous réserve de la réglementation applicable
- **Limitation** : vous pouvez demander le gel temporaire de l'utilisation de certaines de vos données
- **Portabilité** : vous pouvez demander la portabilité de vos données dans le cas où les données personnelles ont été fournies par vous-même, sont traitées de manière automatisée et sur la base de votre consentement préalable ou de l'exécution d'un contrat conclu avec le CHHG

La loi vous protège :

Nous vous rappelons que vous pouvez exercer vos droits³ à tout moment :

Vous pouvez nous écrire en indiquant vos Nom, prénom, date de naissance, adresse (mail ou postale), numéro de téléphone à :

A l'attention du Délégué à la protection des données
Centre Hospitalier de la Haute Gironde - 97, rue de l'hôpital – 33 390 BLAYE
DPO@chblaye.fr

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits sur vos données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (www.cnil.fr).

1 - RÈGLEMENT (UE) 2016/679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

2 - l'article R.1112-7 du Code de la Santé Publique

2 - Arrêté du 11 mars 1968 portant règlement des archives hospitalières

3 – Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2018 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés